



La Grève !

Numéro 21 – 29 mars 2023 à 22 heures

Retrait, retrait, retrait !

Son impopularité est si grande et ses prises de parole si explosives que le Président de la République ne peut accorder d'interview qu'au magazine pour enfant « Pif ». La colère sociale est sortie définitivement de son lit, le pouvoir en place se noie de jour en jour. **L'ensemble des syndicats SUD-Rail ont réaffirmé** ce mercredi 29 mars, lors d'un Conseil Fédéral extraordinaire, **qu'ils ne lacheraient rien ... jusqu'à la victoire.**

La dernière chance pour le gouvernement

Alors qu'un récent sondage vient d'annoncer que **73% de la population** estime que le gouvernement doit **retirer sa réforme pour mettre fin aux blocages et grèves**, la Première Ministre maintient toujours sa rencontre avec les organisations syndicales en début de semaine prochaine. Nous ne serions pas obligé-e-s d'attendre lundi ou mardi pour que cette contre-réforme soit retirée, mais **si Elisabeth Borne souhaite annoncer sa défaite en direct de Matignon**, nous lui laissons cette opportunité.

Pour la fédération SUD-Rail, la situation est très claire : le mandat de l'intersyndicale, porté par des millions de salarié-e-s, de jeunes et de retraité-e-s, se résume en 7 lettres : **RETRAIT**. On pourra faire une courte pause quand cette contre-réforme sera abandonnée ... et encore car nous avons des comptes à régler avec le patronat aussi.

On va attaquer les prolongations !

Grâce à notre mobilisation puissante et unitaire, depuis plus de deux mois, nous avons renversé tous les obstacles de nos adversaires et isolé plus que jamais Emmanuel Macron. Nous n'allons pas attendre l'avis du Conseil Constitutionnel ou une suspension via un référendum d'initiative partagée. La pression va devoir remonter crescendo dans le pays et dans le ferroviaire **jusqu'au 6 avril où nous devons imposer un coup de grâce social**

Jeudi matin, les fédérations cheminotes vont se rencontrer, **SUD-Rail proposera de**

maintenir la grève à la SNCF dans le cadre du préavis unitaire et en respectant les décisions des Assemblées Générales

continuer d'être à l'initiative d'actions interprofessionnelles et y participer très massivement

repartir très fort le 6 avril si le retrait n'a pas été annoncé d'ici là

RASSEMBLEMENTS

DEVANT LES PRÉFECTURES **JEUDI 30 MARS 19H00**

POUR LES VICTIMES DES VIOLENCES POLICIÈRES



Depuis plusieurs jours, la fédération SUD-Rail dénonce avec une très grande fermeté les **violences policières** qui visent à faire taire la colère sociale. Nous le savons, c'est un grand signe de faiblesse de la part de Macron. A Sainte Soline, le weekend dernier, la manifestation a été sanglante à cause de la politique répressive du gouvernement. Il matraque toutes les oppositions syndicales, écologiques et sociales.

La fédération SUD-Rail appelle les travailleuses et travailleurs du rail à rejoindre les rassemblements « Les Soulèvements de la Terre » qui auront lieu partout sur le territoire jeudi 30 mars à 19h. Comme cette loi sur les retraites, **nous allons combattre sans relâche cette violence policière incontrôlée et incontrôlable.**

Réforme des retraites : illégitime, injuste, inégalitaire et anticonstitutionnelle

L'Union syndicale Solidaires, avec l'intersyndicale, s'associe à la saisine du Conseil Constitutionnel contre la loi de financement de la sécurité sociale relative à la réforme des retraites.

Cette réforme est illégitime.

Rejetée par l'ensemble de la population, elle a été passée en force par usage du 49.3 par le gouvernement Macron au mépris de la démocratie. Ainsi, il n'y a eu ni débat, ni vote final. La démocratie parlementaire a été bafouée, tout comme la démocratie sociale : Macron a refusé de recevoir les organisations syndicales et a affiché son mépris des salarié-es et de la population lors de son interview du 22 mars, jetant de l'huile sur le feu.

Elle est illégitime et anti-constitutionnelle aussi du fait qu'elle se fonde sur un prétendu déficit du régime des retraites qui n'existe pas.

Le COR lui-même indique dans son rapport du 15 septembre 2022 « qu'à long terme, malgré le vieillissement progressif de la population française, la part des dépenses de retraite dans la richesse nationale serait stable ou en diminution ». La nécessité d'un PLFRSS (projet de loi rectificatif de la sécurité sociale) retraites n'est pas avérée alors qu'il n'y a aucun péril financier, l'article 34 de la Constitution sur l'équilibre financier de la sécurité sociale n'est ainsi pas respecté.

De plus, des solutions de financement peuvent être trouvées plutôt que de reporter l'âge de la retraite de deux ans et d'allonger la durée de cotisation à 43 ans. En ce sens Solidaires revendique notamment une cotisation sur les dividendes (80 milliards versés en 2022 par les entreprises du CAC 40), une politique de l'emploi déterminée et le partage du travail.

En définitive, les articles portant réforme des retraites inclus dans le PLFRSS sont juste un "cavalier social". Ils doivent donc être censurés.

Cette réforme est injuste et inégalitaire

Elle pénalise les salarié-es confronté-es à des facteurs de pénibilité, les carrières longues, les travailleuses en situation de handicap. Elle pénalise les plus précaires qui ont subi des périodes de chômage, et les femmes aux carrières heurtées. Elle rompt avec le principe d'égalité affirmé par la déclaration des droits de l'homme de 1789 et la constitution.

Illégitime, injuste et inégalitaire, la réforme des retraites bafoue les règles constitutionnelles, et est opérée au détriment de la population et dans l'intérêt seul du capital. Elle doit être retirée.